

L'insécurité alimentaire des ménages au Canada en 2021

Suivi du webinaire

Nous vous remercions de vous être joints à nous pour notre webinaire, organisé avec le Réseau pour une alimentation durable, qui a porté sur : l'état actuel de l'insécurité alimentaire au Canada, les personnes les plus à risque et les interventions politiques fondées sur des preuves visant à lutter contre ce problème. La discussion s'appuyait sur notre dernier rapport, *L'insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2021*.

Le présent document contient des liens vers des ressources supplémentaires et des références aux publications citées pendant la présentation.

Liens

Webinaire

- [Enregistrement](#)
- [Diapositives du webinaires \(FR\)](#)
- [Diapositives du webinaires \(EN\)](#)

Rapport

- [Insécurité Alimentaire des Ménages au Canada, 2021 \(FR\)](#)
- [Household Food Insecurity in Canada, 2021 \(EN\)](#)

Vous désirez plus d'informations sur l'insécurité alimentaire des ménages au Canada? Nous avons récemment mis à jour nos pages web de synthèse sur [l'insécurité alimentaire des ménages au Canada](#) (disponibles en anglais seulement) afin de dresser un tableau complet de l'insécurité alimentaire à travers 4 questions principales.

- [Combien de Canadiens sont touchés par l'insécurité alimentaire des ménages?](#)
- [Quels ménages sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire?](#)
- [Quelles sont les répercussions de l'insécurité alimentaire sur la santé et les soins de santé?](#)
- [Que peut-on faire pour réduire l'insécurité alimentaire au Canada?](#)

PROOF

- <https://proof.utoronto.ca/>

Le Réseau pour une alimentation durable

- <https://alimentationdurable.ca/> / <https://foodsecurecanada.org/>

Principales conclusions

- **En 2021, presque 1 ménage sur 6 à travers dix provinces vivait en situation d'insécurité alimentaire.** Cela représente 5,8 millions de personnes, dont presque 1,4 million d'enfants, vivant dans des ménages avec un accès insuffisant ou précaire à la nourriture, avant cette période d'inflation record.
- **L'insécurité alimentaire des ménages est le signe d'une privation matérielle généralisée.** Lorsqu'un ménage lutte pour mettre de la nourriture sur la table en raison d'un manque d'argent, il compromet également d'autres besoins fondamentaux comme le logement et les médicaments sur ordonnance.
- **Le profil sociodémographique des ménages en situation d'insécurité alimentaire reflète les tendances d'inégalité sociale et économique au Canada.** Les ménages les plus à risque sont les ménages à faible revenu, qui ont peu d'actifs, qui sont locataires, monoparentaux, qui s'identifient comme autochtones ou racisés et qui dépendent de l'aide sociale ou de l'assurance-emploi.
- **L'insécurité alimentaire est un grave problème de santé publique car elle est étroitement liée à de nombreux problèmes de santé.** En raison de ses effets toxiques sur la santé, l'insécurité alimentaire des ménages constitue un fardeau considérable pour notre système de santé, y compris sur le plan budgétaire.
- **L'insécurité alimentaire est sensible aux politiques d'intervention qui augmentent les ressources financières des ménages à faible revenu.** Les recherches sur diverses politiques fédérales et provinciales, notamment les prestations pour enfants, l'aide sociale, le salaire minimum et les pensions publiques versée aux personnes âgées, montrent que les politiques réduisent l'insécurité alimentaire lorsqu'elles procurent plus d'argent aux ménages à faible revenu.
- **Le risque d'insécurité alimentaire dépend en partie de la province ou du territoire où l'on vit au Canada.** Des recherches ont mis en évidence le rôle important que jouent les gouvernements provinciaux et territoriaux dans la protection de leurs populations contre l'insécurité alimentaire, par le biais de politiques qui portent sur salaire minimum, la protection sociale et les impôts.
- **Les données probantes n'étaient pas les subventions alimentaires comme moyen de lutter contre l'insécurité alimentaire.** L'insécurité alimentaire s'est aggravée au Nunavut à la suite de l'introduction de Nutrition Nord, le programme fédéral de subventions alimentaires qui vise à faciliter l'accès aux aliments sains dans les collectivités des résidents du Nord, et demeure un problème majeur malgré la poursuite des investissements dans le programme.

- **Les données probantes n'étaient pas les programmes d'alimentation scolaire financés par l'État comme moyen de lutter contre l'insécurité alimentaire**, étant donné que d'autres options politiques – comme les prestations pour enfants – s'attaquent à l'insuffisance économique, cause sous-jacente de l'insécurité alimentaire, et seraient plus efficaces pour réduire les taux au Canada.

Réduire l'insécurité alimentaire des ménages exige de consacrer des ressources et des recettes publiques pour faire en sorte que les programmes de soutien au revenu pour les Canadiens à faible revenu en âge de travailler et leurs familles soient adéquats, assurés et adaptés à l'évolution du coût de la vie, quelle que soit leur source de revenu.

Poursuivre la discussion

Nous remercions tous les participants pour les questions pertinentes qui ont été posées lors du webinaire. Nous avons résumé certaines idées clés et les prochaines étapes de la recherche et du plaidoyer en nous basant sur les questions que nous avons reçues.

L'avenir du suivi de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada

Notre rapport, [l'Insécurité Alimentaire des Ménages au Canada, 2021](#), est fondé sur les données recueillies dans le cadre de l'Enquête canadienne sur le revenu (ECR) de 2019 à 2021. L'ajout de l'insécurité alimentaire à l'ECR représente un important progrès car il assure désormais une mesure annuelle cohérente de l'insécurité alimentaire des ménages, ce qui n'était pas toujours le cas avec l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC).

Les données plus étoffées sur le travail et la situation économique des ménages recueillies dans le cadre de l'Enquête canadienne sur le revenu permettront également de mieux comprendre l'insécurité alimentaire des ménages au Canada et de mettre en place des interventions stratégiques efficaces.

Avec la nouvelle source de données sur l'insécurité alimentaire au Canada, il est important de reconnaître les différences entre les estimations de l'ECR et de l'ESCC et les différences dans la façon dont ces données sont rapportées. Pour plus d'information, voir « *Comment l'insécurité alimentaire est-elle mesurée au Canada ?* » p8-11 dans [l'Insécurité Alimentaire des Ménages au Canada, 2021](#).

Étant donné que l'ECR a un taux de réponse plus élevé que l'ESCC, et donc qu'un plus grand nombre de personnes visées par l'enquête y ont répondu, nous pensons qu'elle peut fournir des estimations plus représentatives de l'insécurité alimentaire que l'ESCC. Combiné à l'uniformité des mesures, cela fait de l'ECR la meilleure source d'information sur l'insécurité alimentaire au Canada. Par conséquent, c'est ce que les gouvernements devraient utiliser pour suivre le problème, fixer des objectifs et déterminer les priorités en matière d'intervention politique. Pour en savoir plus, veuillez consulter le commentaire « [Surveillance de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada : l'heure du bilan](#) ».

Étant donné que l'ESCC et l'ECR excluent les personnes vivant dans les réserves, les données de ces enquêtes ne représentent pas l'expérience des membres des Premières Nations vivant dans les réserves, soit près de la moitié des membres des Premières Nations inscrits au Canada. Les peuples autochtones vivant hors réserve sont également sous-représentés dans notre dernier rapport en raison du manque actuel de données sur ceux qui vivent dans les territoires.

Le taux disproportionné d'insécurité alimentaire parmi les peuples autochtones hors réserve dans les provinces, documenté par l'ECR, témoigne des répercussions du colonialisme et souligne la nécessité de faire progresser la réconciliation et l'autodétermination des Autochtones.

Les recherches et les solutions menées par les Autochtones sont essentielles. [Inuit Tapiriit Kanatami \(ITK\)](#), l'organisation nationale représentant les Inuits au Canada, a lancé « [Qanuippitaa ? National Inuit Health Survey](#) », une enquête permanente sur la santé menée par les Inuits qui toucherait toutes les communautés de l'Inuit Nunangat, et la « [Inuit Nunangat Food Strategy](#) », un plan d'initiatives menées par les Inuits visant à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Ce n'est qu'à partir de 2021 que l'ECR a commencé à recueillir des données sur une base raciale. Notre rapport constitue donc un premier regard sur la relation entre l'insécurité alimentaire et la race, par le biais de cette enquête. Il est important de continuer à examiner cette relation à travers les cycles futurs de l'ECR, et de recueillir davantage de données fondées sur la race à travers d'autres enquêtes de population, afin de mieux comprendre le racisme systémique dans nos institutions. Cela nous permettra également de mieux comprendre comment nous pouvons assurer l'équité et l'accessibilité dans nos marchés du travail et du logement, nos programmes sociaux et nos systèmes de santé.

Lutter contre l'insécurité alimentaire des ménages par le biais d'un revenu de base garanti

La meilleure preuve que nous ayons de l'impact d'un revenu de base sur l'insécurité alimentaire au Canada sont les recherches qui indiquent que lorsqu'une personne âgée à faible revenu au Canada atteint 65 ans et devient admissible aux pensions publiques (Sécurité de la vieillesse, Supplément de revenu garanti), son risque d'insécurité alimentaire diminue de moitié.

L'établissement d'un seuil de revenu pour tous les Canadiens est une stratégie prometteuse pour réduire l'insécurité alimentaire, car elle tient compte de la nécessité de cibler les ménages à faible revenu, qu'ils fassent partie ou non de la population active.

Étant donné le lien étroit qui existe entre les revenus faibles et l'insécurité alimentaire, en particulier l'insécurité alimentaire grave, veiller à ce que les ménages disposent d'un revenu garanti assuré et adéquat pour combler leurs besoins essentiels contribuerait grandement à résoudre ce problème.

Plaidoyer en faveur d'interventions et d'actions politiques efficaces pour réduire l'insécurité alimentaire des ménages

Bien que les politiques qui se sont avérées efficaces pour lutter contre l'insécurité alimentaire au Canada soient celles des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les administrations municipales et les organismes communautaires peuvent jouer un rôle clé en relevant le niveau de sensibilisation sur cette question et en promouvant de solutions efficaces et permanentes.

Il est essentiel de reconnaître que les programmes communautaires ne peuvent pas résoudre le problème, et de souligner qu'il incombe aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux d'agir sur les politiques, telles que les prestations pour enfants, l'aide sociale et le salaire minimum, pour réduire l'insécurité alimentaire.

Parmi les exemples récents de plaidoyer des gouvernements municipaux, citons les motions adoptées à [Moncton](#) et à [Halifax](#) demandant à leurs homologues provinciaux et fédéraux de mettre en œuvre un revenu de base viable garanti pour lutter contre la pauvreté. Voir aussi [les arguments en faveur du revenu de base et des municipalités](#) (en anglais) de Coalition Canada, du Réseau ontarien de revenu de base, et du *Basic Income Canada Youth Network*.

Étant donné que la plupart des ménages en situation d'insécurité alimentaire dépendent des revenus d'emploi, il est également important que les municipalités et autres organisations versent des salaires adéquats qui permettent aux employés d'être en situation de sécurité alimentaire et qui créent des opportunités d'emploi plus équitables pour les personnes à faible revenu dans leurs communautés.

Le rôle de la santé publique et des professionnels de la santé

Étant donné les graves répercussions de l'insécurité alimentaire sur la santé et le système de santé, les professionnels de la santé et les organisations qui les représentent peuvent apporter une perspective unique au plaidoyer politique.

« Pour lutter contre ce problème, il faut adopter une approche politique efficace - une stratégie qui soutienne les revenus des ménages à faibles revenus. Plus les gens auront d'argent, plus les ménages à faible revenu seront en mesure de faire face à leur insécurité alimentaire ». [Traduction libre] - Dr. Naheed Dosani, médecin en soins palliatifs, s'exprimant sur CTV News au sujet de l'insécurité alimentaire des ménages et du nouveau rapport PROOF ([22 août 2022](#))

[Les Diététistes en santé publique de l'Ontario](#) défendent depuis longtemps des politiques comme l'augmentation de l'aide sociale, la hausse du salaire minimum et l'instauration d'un revenu de base garanti.

Les professionnels de la santé peuvent également être en mesure de déterminer l'accès à des prestations supplémentaires, telles que des prestations d'invalidité ou des médicaments

subventionnés, qui peuvent améliorer la situation financière des personnes et réduire l'inégalité de santé associée à l'insécurité alimentaire.

"Dans la mesure où vous [les professionnels de la santé] êtes les 'portiers' des prestations supplémentaires, vous devez ouvrir ces portes aussi largement que possible et aussi souvent que possible." [Traduction libre] - Dr. Valerie Tarasuk, réponse à une question pendant le webinaire

Il est important de réfléchir à la pertinence et à l'efficacité du dépistage de l'insécurité alimentaire dans les établissements de santé et dans les programmes de prescription alimentaire. Étant donné que les prescriptions alimentaires ne s'attaquent pas aux facteurs sous-jacents de l'insécurité alimentaire, de sérieuses questions se posent quant à leur impact (s'il y en a) et à la pérennité de ces éventuels avantages si les facteurs sous-jacents de l'insécurité alimentaire ne sont pas pris en compte. Voir également « [Identification of Food Insecurity in Healthcare Settings: Recommendations for Nutrition Services, Alberta Health Services](#) » et le commentaire « [Reconsidering Food Prescription Programs in Relation to Household Food Insecurity](#) » dans *The Journal of Nutrition* (seulement disponibles en anglais).

Si vous avez des questions supplémentaires ou si vous souhaitez obtenir de l'aide pour accéder à d'autres ressources, veuillez nous contacter à l'adresse suivante :
proof@utoronto.ca

Références issues des diapositives du webinaire

1. [Deaton B, Scholz A, Lipka B. An empirical assessment of food security on First Nations in Canada. Canadian Journal of Agricultural Economics. 2020;68:5-19.](#)
2. [Fafard St-Germain AA, Tarasuk V. Homeownership status and risk of food insecurity: examining the role of housing debt, housing expenditure and housing asset using a cross-sectional population-based survey of Canadian households. International Journal for Equity in Health. 2020;19\(5\):1-12.](#)
3. [Hosseini S, Jones J, Vatanparast H. Association between grain intake, nutrient intake, and diet quality of Canadians: evidence from the Canadian Community Health Survey - Nutrition. Nutrients. 2019;11\(8\).](#)
4. [Hutchinson J, Tarasuk V. The relationship between diet quality and the severity of household food insecurity in Canada. Public Health Nutr. 2021:1-14.](#)
5. [Loopstra R, Tarasuk V. What Does Increasing Severity of Food Insecurity Indicate for Food Insecure Families? Relationships Between Severity of Food Insecurity and Indicators of Material Hardship and Constrained Food Purchasing. Journal of Hunger & Environmental Nutrition. 2013;8\(3\):337-49.](#)
6. [Men F, Gundersen C, Urquia ML, Tarasuk V. Prescription medication nonadherence associated with food insecurity: a population-based cross-sectional study. CMAJ Open. 2019;7\(3\):E590-E7.](#)
7. [Tugault-Lafleur C, Barr S, Black J. Examining differences in school hour and school day dietary quality among Canadian children between 2004 and 2015. Public Health Nutr. 2019;22\(16\):3051-62.](#)
8. [Vatanparast H, Islam N, Shafiee M, Ramdath D. Increasing plant-based meat alternatives and decreasing red and processed meat in the diet differentially affect the diet quality and nutrient intakes of Canadians. Nutrients. 2020;12\(7\).](#)
9. [Weiser SD, Palar K, Hatcher A, Young S, Frongillo EA, Laraia B. Food insecurity and health: A conceptual framework. In: Ivers L, editor. Food Insecurity and Public Health. 1st ed. Boca Raton: CRC Press; 2015. p. 23-50.](#)
10. [Men F, Gundersen C, Urquia ML, Tarasuk V. Food insecurity is associated with higher health care use and costs among Canadian adults. Health Affairs. 2020;39\(8\):1377-85.](#)
11. [Tarasuk V, Cheng J, de Oliveira C, Dachner N, Gundersen C, Kurdyak P. Association between household food insecurity and annual health care costs. CMAJ. 2015;187\(14\):E429-E36.](#)
12. [Loopstra R, Dachner N, Tarasuk V. An exploration of the unprecedented decline in the prevalence of household food insecurity in Newfoundland and Labrador, 2007-2012. Canadian Public Policy. 2015;41\(3\):191-206.](#)
13. [Li N, Dachner N, Tarasuk V. The impact of changes in social policies on household food insecurity in British Columbia, 2005-2012. Preventive Medicine. 2016;93:151-8.](#)

14. [Brown E, Tarasuk V. Money speaks: Reductions in severe food insecurity follow the Canada Child Benefit. *Prev Med.* 2019;129:105876.](#)
15. [Tarasuk V, Li N, Dachner N, Mitchell A. Household food insecurity in Ontario during a period of poverty reduction, 2005–2014. *Canadian Public Policy.* 2019;45\(1\):93–104.](#)
16. [Ionescu-Ittu R, Glymour M, Kaufman J. A difference-in-difference approach to estimate the effect of income-supplementation on food insecurity. *Preventive Medicine.* 2015;70:108–16.](#)
17. [Milligan K, Stabile M. Do child tax benefits affect the well-being of children? Evidence from Canadian child benefit expansions. *American Economic Journal: Economic Policy.* 2011;3:175–205.](#)
18. [Men F, Urquia ML, Tarasuk V. The role of provincial social policies and economic environment in shaping household food insecurity among families with children in Canada. *Preventive Medicine.* 2021;148:106558.](#)
19. [Emery JH, Fleisch V, McIntyre L. How a guaranteed annual income could put food banks out of business. *SPP Research Papers.* 2013;6\(37\):1–20.](#)
20. [McIntyre L, Dutton D, Kwok C, Emery J. Reduction of food insecurity in low-income Canadian seniors as a likely impact of a Guaranteed Annual Income. *Canadian Public Policy.* 2016;42\(3\):274–86.](#)
21. [Galloway T. Canada’s northern food subsidy Nutrition North Canada: a comprehensive program evaluation. *International Journal of Circumpolar Health.* 2017;76\(1\).](#)
22. [Naylor J, Deaton B, Ker A. Assessing the effect of food retail subsidies on the price of food in remote Indigenous communities in Canada. *Food Policy.* 2020;93.](#)
23. [Watson B, Daley A, Pandey S, Phipps S, editors. From the Food Mail Program to Nutrition North Canada: The Impact on Food Insecurity among Indigenous and non-Indigenous Families with Children. 37th IARIW General Conference; 2022 2022.](#)
24. [Fafard St-Germain AA, Galloway T, Tarasuk V. Food insecurity in Nunavut following the introduction of Nutrition North Canada. *CMAJ.* 2019;191\(20\):E552–E8.](#)
25. [Gundersen C, Kreider B, Pepper J, Tarasuk V. Food assistance programs and food insecurity: Implications for Canada in light of the mixing problem. *Empirical Economics.* 2017;52:1065–87.](#)